

ABONNEMENTS

LES ABONNEMENTS datent des 1er et 16 de chaque mois et se paient d'avance.
LOT ET DÉPARTEMENTS LIMITOPHES
Trois mois... 5 fr.
Six mois... 9 fr.
Un an... 16 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS
Trois mois 6 fr., Six mois 11 fr., Un an 20 fr.

JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL
Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

INSERTIONS

LES INSERTIONS sont reçues au Bureau du Journal du Lot et se paient d'avance
Annonces... 25 c la ligne
Réclames... 50 c.
M. Havas, rue J.-J. Rousseau, 3
M. M. Laffite et Co, place de la Bourse 8, sont seuls chargés à Paris de recevoir les annonces pour le Journal du Lot.

BUREAUX

A CAHORS, IMPRIMERIE DE A. LAYTOU, RUE DU LYCÉE.

L'acceptation du 1er numéro qui suit un abonnement fini est considérée comme un réabonnement. Avis de renvoyer ce numéro, quand on voudra se désabonner

La publication des Annonces Judiciaires et Légales est libre dans tous les Journaux du département.

Compagnie du Chemin de fer d'Orléans. — Service d'Hiver.

Tableau 2. Horaires de trains entre Cahors, Agen, Bordeaux, Périgueux, Fumel, etc. Columns include destination, departure/arrival times, and train types (omnibus, poste mixte).

Cahors, le 5 Février 1874

Le Président de la République est parti mercredi, vers onze heures, pour Paris, où il a visité l'Hôtel-Dieu, le Tribunal de Commerce et le Palais de Justice. Au Tribunal de Commerce, le Maréchal-Président a prononcé une petite allocution caractérisée par une affirmation énergique du pouvoir septennal.

L'attitude patriotique et résolue du Maréchal justifie la politique que le Journal du Lot est heureux de suivre.

Voici les paroles du Maréchal, en réponse à l'allocution du Président de la Chambre de commerce :

« Je désire autant que vous, que le commerce reprenne son ancienne activité, et le gouvernement ne cesse de se préoccuper de cette grave question. Demain, après-demain, dès que le temps le permettra, on va commencer de grands travaux.
Des ponts vont être construits, des chemins de fer autour de Paris, puis, il faut bien le dire aussi, des forts et redoutes qui, dans le cas improbable d'un nouveau siège, permettraient à une armée de manœuvrer au dehors.
Quant à la stabilité du gouvernement, elle a pu donner des craintes, mais aujourd'hui elle est parfaite. Je m'engage formellement devant vous à la maintenir pendant sept ans...
moins trois mois, — ajoute en souriant le maréchal. — Appuyée sur l'armée, dont je réponde, si la stabilité n'est pas menacée, j'espère que la confiance, dès lors l'activité, vont renaître. »

La petite note de la Presse que nous avons donnée avant-hier sur la ferme résolution du Gouvernement de maintenir et de faire respecter le septennat, a produit une excellente impression. La minorité de l'extrême-droite, composée de vingt ou vingt-cinq membres au plus, doit comprendre qu'elle ne peut pas se mettre en opposition sur ce point avec le courant de l'opinion publique qui exige, avec juste raison, un peu de stabilité après tant d'agitations.

D'après les lettres de Versailles, on peut espérer que le Gouvernement sortira, avec une imposante majorité du débat qui va s'ouvrir, après la discussion des nouveaux impôts, sur l'interpellation de MM. Lepère, Gambetta, etc. Cette majorité s'accroîtra même, on nous l'assure, d'un certain nombre de voix indépendantes du centre-gauche, qui se fatiguent de se trouver compromises dans les votes de l'extrême-gauche.

L'article suivant de la Liberté corrobore les observations que nous avons présentées nous-même à nos lecteurs, sur les radicaux Suisses et français :

L'opinion moyenne, l'opinion libérale en Europe, se prononce unanimement contre la politique du prince de Bismarck. Seule, la Suisse entend, non-seulement imiter cette politique, mais elle s'efforce encore de la dépasser en arbitraire. Tous les curés dépossédés, dans le Jura, pour avoir refusé d'adhérer à la nouvelle constitution civile du clergé, viennent d'être bannis! Bannir sans jugement des citoyens suisses dit assez le cas qu'on doit faire de ces gouvernements, qui, couverts par l'étiquette de république, se croient tout permis. Aussi notre surprise a été médiocre en lisant ce matin dans la République française l'approbation tacite de cette politique, dont M. de Bismarck voudrait imposer le respect à l'Europe!

« ... Nous sommes parfaitement à l'aise pour apprécier la politique des autorités fédérales en Suisse, pour la comprendre et même, quoique la chose soit de peu d'importance, pour lui donner notre approbation. Nous approuverons de même tout Etat, tout gouvernement qui, reconnaissant les dangers des empiétements de la secte ultramontaine, saurait la mettre à la raison, en la forçant de respecter les lois quand elle les viole, en la contraignant au repos et à l'obéissance quand elle trouble le pays par la factieuse arrogance de ses agitations. »

La politique de M. de Bismarck a trouvé dans l'organe du parti radical français ces souteneurs qu'elle cherchera vainement ailleurs. Nous protestons de toute notre âme contre de pareilles théories, qui tendent à annuler les garanties qui mettent les citoyens de toutes les classes — du plus humble au plus élevé en dignité — à l'abri de l'arbitraire, et qui rayent d'un trait de plume le premier article de toutes les constitutions modernes : « Les citoyens d'un même pays sont égaux devant la loi. »

Si M. de Bismarck songe à imiter les autorités républicaines de la Suisse, et si l'organe du radicalisme français arrive jusqu'à lui, nous apprendrons sans doute avant peu que ses derniers scrupules ont disparu et que Mgr Ledochowski, archevêque de Posen, a été conduit à la frontière par la gendarmerie et exilé sans jugement.

Eh bien ! disons-le hautement et à l'honneur de notre pays, à l'honneur de la France, s'il prenait fantaisie à un dictateur quelconque d'expulser sans jugement le plus humble de nos prêtres, de nos concitoyens, il n'y aurait qu'une voix pour protester contre un acte aussi arbitraire, et le gouvernement qui aurait assumé la responsabilité de cet acte ne tarderait pas à être renversé.

C'est parce que ce sentiment de la légalité est profondément enraciné dans le cœur de tous les Français, que nous n'avons jamais désespéré de l'avenir de notre patrie.

D'un autre côté, on lit dans le Journal des Débats :

Les journaux allemands, nous parlons de ceux qui sont inféodés à M. le chancelier fédéral, se montrent très-satisfaits des démonstrations d'un meeting longtemps annoncé à l'avance, et tenu à Londres pour applaudir à la politique prussienne contre le catholicisme. L'éloquence de M. Newdegate le a touchés jusqu'au fond de l'âme. Ce fervent adorateur de la haute Eglise anglicane a donné gain de cause aux persécuteurs de l'Eglise catholique en Allemagne, et les organes officiels de M. de Bismarck se déclarent contents. La Gazette de l'Allemagne du Nord entonne aujourd'hui un chant de triomphe : « Nous pouvons être sûrs, dit-elle, de la victoire, l'Angleterre est avec nous. » La Gazette de Spener ne montre pas une moindre assurance : elle prétend que le meeting de Saint-James doit être considéré comme une manifestation du vieil esprit anglais. « L'Angleterre, dit-elle, a retrouvé son alliée naturelle, et cette alliée, c'est l'Allemagne, menacée aujourd'hui par l'ultramontanisme. »

Nous craignons bien que la Gazette de Spener ne s'abuse sur les sentiments du public anglais. Nous avons lu en effet avec la plus grande attention tout ce que la presse anglaise a publié sur ce sujet. Nous y avons trouvé une adhésion sans réserve au principe de la suprématie de l'Etat en ce qui touche la police du culte, mais rien qui pût faire supposer que l'opinion publique approuvât la politique du gouvernement prussien à l'égard du clergé catholique. Tel est le sentiment qu'exprime une correspondance adressée de Londres à l'Agence Havas. Si la presse allemande se félicite des témoignages de sympathie que les crateurs de Saint-James ont prodigués à M. de Bismarck, elle n'est vraiment pas difficile.

Voici le discours si vrai, si pratique, si clair de M. Dufournel, que l'indignation a porté à la tribune de l'Assemblée nationale, samedi dernier, pour répondre à M. Lockroy. Il faut lire en entier ces paroles où le bon sens écrase les mensonges du radicalisme contre les prétendus riches et l'aristocratie financière :

M. Dufournel. Messieurs, lorsque vous avez entendu certaines paroles comme celles que vient de prononcer l'honorable préopinant, je ne sais pas si vos impressions sont semblables aux miennes et si il ne vous semble pas, pendant quelque temps encore après, entendre incessamment raisonner dans votre esprit les mots de féodalité industrielle, de riches et de pauvres, de monopoles, de privilèges...

M. Dufaure. Et de classes spoliatrices !
M. Dufournel... et de classes spoliatrices.
Sur les graves questions que ces paroles font naître dans l'esprit, je vous demande la permission de dire ici ce que je crois voir très clairement.

A entendre les imprécations dirigées contre les riches et contre les compagnies, il semblerait vraiment que la somme de toutes les fortunes qui constitue la fortune publique d'une nation soit quelque chose de fini et d'arrêté, de circonscrit et de limité à l'étendue du territoire de cette nation et à la quantité de son numéraire, et que lorsque un homme augmente sa fortune personnelle, ce qu'il y ajoute se trouvant tout créé déjà, tout préexistant dans ce grand fonds social, ne fasse que s'y déplacer et changer de mains ; qu'un homme, conséquemment, puisse faire sa part

dans le monde sans faire d'autres parts plus petites ; il semblerait, en un mot, qu'un homme ne puisse s'enrichir sans appauvrir quelqu'un. C'est la thèse de Proudhon érigée en dogme.

M. Langlois. Jamais de la vie Proudhon n'a soutenu cela, jamais ! (Ah ! ah ! à droite.) Je vous défie de trouver une ligne de lui dans ce sens !

M. Dufournel. Permettez !... Proudhon a dit en propre termes : Ce qu'un homme gagne, un autre le perd.

M. Langlois. Pas du tout !

M. Galloni d'Istria. Proudhon a dit aussi : La propriété, c'est le vol !

M. Dufournel. Dans tous les cas, c'est une erreur, il est facile de s'en apercevoir. Cela est tellement facile, que si j'apportais ici la prétention de vous démontrer que c'est une erreur, à vous, mes collègues, qui en savez plus que moi sur ces choses, vous trouveriez que je me rends coupable d'une banalité et d'une préoccupation ridicule. Mais il ne sera pas déplacé de faire cette démonstration pour le pays qui nous écoute et où il y a malheureusement beaucoup d'ignorants. Notre devoir à tous est d'éclairer ces ignorants en toute circonstance, et, dans le cas présent, de leur prouver jusqu'à la dernière évidence que c'est tout l'opposé de ce qu'on veut leur faire croire qui arrive généralement, et que toutes les fois qu'un homme s'enrichit par le seul moyen qu'il y ait, sauf quelques très-rare exceptions, de s'enrichir, non-seulement cet homme ne prend rien à autrui, rien à la fortune publique, mais que toujours, au contraire, il augmente celle-ci dans une proportion plus considérable que sa propre fortune à lui, et souvent dans une proportion tellement considérable, qu'il y a peu de personnes qui sachent s'en faire une idée. (Très-bien ! très-bien !)

Pour cette démonstration, je ne recourrai pas à la théorie, n'y étant point exercé ; je prendrai tout simplement les choses sur le fait, et je voudrais faire passer l'Assemblée — quand je dis l'Assemblée, c'est toujours le pays que j'ai en vue, — par où j'ai passé moi-même pour me faire sur ce point des convictions très-arrêtées. Ce sont de simples faits que je voudrais retracer ici de souvenir, de simples récits que je voudrais faire à l'Assemblée, si cela ne l'ennuie pas. (Non ! non ! — Très-bien ! — Parlez ! parlez !)

C'était au commencement du siècle, dans une ville de Franche-Comté qui s'appelle Gray. Il y avait un homme qui était très-riche et qui avait commencé avec rien, dans un petit moulin situé sur un des affluents de la Saône, du côté de Lyon. (Rumeurs à gauche. — A la question !)

Commencer avec rien ! Messieurs, assurément, les plus purs démagogues ne sauraient décréter une situation plus modeste. Mais il n'était pas né pour en rester là. Il avait tout ce qu'il faut pour faire son chemin dans le monde ; il devait à la Providence, — à la Providence qui crée des privilèges de nature dont il faudrait cependant bien ne plus demander compte qu'à elle seule au lieu de s'en prendre perpétuellement à la société qui n'y peut rien... (Très-bien ! très-bien !), il devait à la Providence de l'avoir fait un homme très-intelligent, et il se devait à lui-même de s'être fait un homme très-laborieux, très-économique, très-austère et très-probe. Avec cela on parvient toujours, ou peu s'en faut.

Un jour, ayant déjà un peu prospéré, il était venu, en remontant la Saône, au point où commence la navigation de cette rivière, pour y faire faire un chargement de blé à destination du petit moulin qu'il exploitait. Et là, il attendait les voituriers qui amenaient les blés de la Champagne, de la Bourgogne, de l'Alsace, de la Lorraine. Dans ce temps-là, messieurs, il fallait attendre quelquefois bien longtemps ; il n'y avait pas encore dans le pays de ces





